

L'APPRENTISSAGE DOIT CONTINUER :

Recommandations pour la protection des enfants et le maintien de l'apprentissage, pendant et après la crise du COVID-19

L'ampleur de l'impact de la pandémie COVID-19 sur les systèmes éducatifs et sur l'apprentissage et le bien-être des enfants et des jeunes augmente chaque jour. Il s'agit véritablement d'une crise mondiale qui empêche les enfants et les adolescents de tous les pays, y compris ceux touchés par les conflits et les déplacements, de réaliser leur droit à une éducation de qualité, sûre et inclusive. Avec l'objectif de développement durable 4 (ODD4), la communauté internationale s'est engagée à concrétiser le droit à une éducation de qualité pour tous les enfants et adolescents d'ici 2030. **La crise COVID-19 met cette promesse en péril plus que jamais.**

Depuis le début du mois d'avril, la plupart des pays ont mis en place un système national de protection de la petite enfance et ont fermé des écoles et des universités, ce qui touche près de 91 % de la population étudiante mondiale - **plus de 1,5 milliard d'apprenants.**¹

Les gouvernements et les donateurs, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux, doivent de toute urgence garantir un accès sûr et inclusif à l'enseignement à distance en situation d'urgence, avec des composantes de soutien psychosocial et d'apprentissage socio-affectif pendant et après la crise COVID-19.² Cela peut se faire en aidant les gouvernements à planifier et à développer des systèmes éducatifs nationaux flexibles, en donnant aux enseignants et aux soignants le soutien nécessaire pour dispenser l'enseignement à distance et en maintenant

et en augmentant le financement international aux pays qui en ont le plus besoin. Un soutien supplémentaire sera nécessaire dans les contextes déjà touchés par les conflits, les déplacements et les urgences environnementales afin de veiller à ce que les enfants les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte.

Une éducation de qualité peut donner aux enfants un sentiment de prévisibilité et de routine, et peut contribuer à leur offrir un environnement sûr, protecteur et stimulant pour apprendre et se développer. Dans les situations d'urgence, l'éducation peut sauver et maintenir la vie. Dans le cadre de la réponse au COVID-19, elle peut jouer un rôle essentiel dans la protection de la santé publique, la sécurité des enfants, la continuité de l'apprentissage et la promotion de la santé mentale et du bien-être psychosocial.

Cette note met en lumière certains des impacts potentiels des fermetures d'écoles sur les enfants, en mettant l'accent sur les plus marginalisés, y compris ceux qui vivent déjà dans des contextes de crise et de conflit. **Elle fournit des recommandations aux gouvernements et aux donateurs, ainsi qu'aux partenaires, afin de garantir que tous les enfants bénéficient d'un apprentissage sûr, de qualité et inclusif et que les systèmes éducatifs soient renforcés en vue du retour à l'école.**

Une compilation complète de ressources gratuites et en accès libre est disponible sur le [site web de l'INEE](#), afin de soutenir les actions pendant le COVID-19.³

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS :

- **Continuer les apprentissages** : l'enseignement doit continuer, même si les écoles sont fermées. Les gouvernements, les donateurs et les partenaires doivent aider les écoles et les enseignants à développer du matériel et des activités d'enseignement à distance d'urgence accessibles à tous les enfants, en particulier les plus marginalisés.
- **Protéger le bien-être** : le bien-être physique, la santé mentale et le soutien psychosocial doivent faire partie du contenu éducatif.
- **Répondre aux besoins des enfants et des jeunes marginalisés** : la fermeture des écoles ne doit pas amplifier les inégalités scolaires liées au genre, au niveau de pauvreté, au handicap, à l'origine ethnique, à la religion, à la zone géographique, etc.
- **Soutenir les besoins spécifiques des enfants et des jeunes en zone de conflit, qui subissent une crise humanitaire ou des déplacements de populations forcés** : un enseignement de qualité peut jouer un rôle essentiel pour atténuer les conséquences désastreuses que la crise entraîne sur le bien-être des enfants, et pour les aider à s'en remettre.
- **Soutenir les enseignants et les parents** : l'intervention devrait tenir compte de l'importance de protéger le bien-être et la sécurité économique des enseignants et des parents.
- **Renforcer les systèmes éducatifs avant la réouverture des écoles** : Les autorités sanitaires gouvernementales devraient décider de la date de réouverture des écoles et toutes les autorités éducatives devraient se conformer au Guide pour la prévention et le contrôle de COVID-19 dans les écoles.⁴
- **Maintenir et augmenter les financements** : des fonds supplémentaires seront nécessaires pour maintenir la continuité de l'enseignement pour tous les enfants, y compris pour les groupes défavorisés.

La scolarité peut s'arrêter, mais l'apprentissage ne doit pas s'arrêter : L'impact des fermetures d'écoles sur les enfants et recommandations d'action

Alors que la scolarité s'arrête, l'apprentissage ne doit pas s'arrêter. Les gouvernements, soutenus par des donateurs et d'autres partenaires, doivent relever le défi qui touche tant d'enfants, y compris les plus défavorisés.

CONTINUITE PEDAGOGIQUE

Le droit à une éducation sans danger, de qualité, inclusive et équitable ne s'arrête pas en période d'urgence. Plus les enfants et les jeunes sont privés d'école, plus ils risquent de ne jamais y retourner. Cela concerne plus précisément les filles et ceux qui grandissent dans des familles modestes. Suite à la fermeture des écoles, les enfants et les jeunes ont besoin de moyens alternatifs pour grandir, se développer et apprendre.

Dans de nombreux pays, dont l'Argentine, la Chine, la France, le Japon et le Rwanda, la République de Corée, le Malawi et la Somalie, de nouvelles modalités d'enseignement à distance sont introduites ou renforcées.⁵ Alors que cette étape est plutôt positive, elle peut générer une pression accrue sur les enseignants, qui sont eux-mêmes touchés par la situation d'urgence et ont besoin de soutien et de formation pour faciliter l'enseignement à distance. Pour certains enfants parmi les plus vulnérables et défavorisés, dans tous les pays, l'accès à l'enseignement en ligne ou via la télévision ou la radio peut être compliqué, et il sera nécessaire d'utiliser des supports de cours à distance alternatifs pour suivre les enseignements à domicile.

Les besoins essentiels des jeunes enfants et de leurs parents ou aidants doivent être pris en compte dans la mise en place de la solution. Les familles avec de jeunes enfants se retrouvent dans une nouvelle réalité, sans leur accès normal à l'apprentissage, au jeu et aux soins, et pour beaucoup, leur accès déjà limité à l'apprentissage est encore plus menacé. L'apprentissage socio-affectif, l'apprentissage par le jeu et le soutien à l'engagement parental sont essentiels pour les plus jeunes apprenants pendant cette période d'adversité.⁶

Alors que l'attention mondiale et nationale est tournée vers la satisfaction des besoins d'apprentissage des enfants non scolarisés à cause de COVID-19, les stratégies doivent être élargies pour inclure les enfants et les jeunes qui étaient déjà non scolarisés à cause de la pauvreté, du sexe, du handicap, des déplacements forcés et ceux qui sont touchés par les conflits et les crises humanitaires existantes.

RECOMMANDATIONS :

- Les gouvernements, les donateurs, les partenaires et les membres de la communauté doivent aider les éducateurs à développer du matériel et des activités d'enseignement à distance qui suivent les Principes pour le développement numérique. Ceux-ci peuvent utiliser les outils et pratiques existants pour fournir des moyens créatifs d'apprentissage, pendant et après la crise. L'enseignement à distance d'urgence devrait respecter les droits de l'enfant et suivre les recommandations de l'INEE et ses Normes minimales d'éducation en situations d'urgence.⁷ Celles-ci doivent concerner tous les enfants et peuvent inclure : du matériel à emporter à la maison, des instructions radiophoniques interactives, des programmes télévisés éducatifs pour tous les âges, un apprentissage en ligne, par SMS ou par téléphone portable, des ressources pour les parents (sachant que les parents seuls ne peuvent pas combler le vide) et des ressources pour l'apprentissage entre pairs.
- Les gouvernements et leurs partenaires devraient veiller à ce que les membres des communautés puissent participer en toute sécurité, sans discrimination, à l'analyse, à la conception et à la mise en œuvre des nouvelles réponses en matière d'enseignement à distance.
- Les ministères de l'Éducation, les partenaires et les donateurs devraient prévoir des solutions suite à l'annulation des examens en raison de la crise, ou trouver des méthodes alternatives pour la certification et la progression.
- Les activités et le matériel de développement de la petite enfance devraient être partagés par ces canaux et ces programmes afin de garantir que les plus jeunes enfants continuent à se développer et à apprendre par le jeu, sur la base des recommandations du cadre de soins nourriciers.⁸



Jenaica, 4 ans, (foulard rose), et sa famille lisent ensemble à la maison, à Mindanao, aux Philippines. © SavetheChildren /Hannah Adcock

LA PROTECTION DU BIEN-ÊTRE

Les crises humanitaires de tout type et de toute durée peuvent avoir un impact profond sur le bien-être des enfants et des jeunes. Elles peuvent perturber la cohésion familiale et communautaire et créer des sentiments d'isolement, d'incertitude, de peur, de colère, de perte et de tristesse. La fermeture des écoles et les périodes prolongées d'isolement à la maison peuvent avoir un impact négatif sur la santé mentale et le bien-être des enfants et des jeunes, notamment en augmentant leurs sentiments de frustration et de confusion. Pour certains enfants, cela peut augmenter le risque d'exposition au travail infantile, à la violence et à l'exploitation.

Des milliers d'enfants et de jeunes dans le monde ont perdu ou perdront un parent, un aidant, un membre de leur famille ou un ami, en raison de l'épidémie de COVID-19. Cela provoquera un stress émotionnel immense. Cela devrait donner lieu à un ensemble de mesures de soutien qui peuvent compléter l'apprentissage continu et des mécanismes appropriés pour aider les enfants qui sont plus exposés au risque de se retrouver sans abri, à la négligence et à la malnutrition.

Suite à l'épidémie d'Ebola en 2014-2016 en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, les agences ont fourni un soutien psychosocial essentiel aux enfants afin de les aider à se remettre de leurs expériences, en les orientant vers une aide supplémentaire lorsque nécessaire, et ont fourni une protection et un soutien aux enfants qui ont perdu leurs aidants. Un soutien similaire doit être fourni dès maintenant.

RECOMMANDATIONS :

- Les gouvernements devraient suivre le [Guide pour la prévention et le contrôle du COVID-19 dans les établissements scolaires](#). Les écoles et autres établissements d'enseignement ne doivent pas être utilisés comme des installations sanitaires temporaires, afin d'éviter le risque de contamination et de retarder le retour à l'école.
- Les gouvernements, les donateurs et les partenaires devraient fournir des formes alternatives d'enseignement à distance qui comprennent un soutien psychosocial pour protéger le bien-être des enfants et des jeunes et atténuer les effets des traumatismes pendant - et après - la crise.
- Autant que faire se peut, les activités d'apprentissage socio-affectif devraient faire partie du programme d'éducation à distance, qu'elles soient en ligne ou dispensées de manière alternative.
- Il est conseillé aux éducateurs de mettre systématiquement en œuvre des interventions psychosociales pratiques et de bonne qualité, comme indiqué dans le document de référence de l'INEE sur le bien-être psychosocial et l'apprentissage social et émotionnel dans les situations d'urgence.⁹

IMPACT SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES ISSUS DE MILIEUX DÉFAVORISÉS

L'impact des fermetures d'écoles s'étend au-delà de la perturbation de l'éducation et comporte des risques multiples et secondaires pour les enfants marginalisés et les enfants issus de ménages à faibles revenus. Ces enfants et ces jeunes dépendent des écoles pour accéder à d'autres services tels que les repas scolaires, les services de protection de l'enfance, le soutien spécialisé pour les enfants handicapés et le soutien en matière de santé mentale et psychosociale (MHPSS). Dans les camps de réfugiés Rohingya de Cox's Bazaar, au Bangladesh, par exemple, la fermeture des centres d'apprentissage temporaires signifie non seulement que les enfants n'apprennent pas, mais aussi que nombre d'entre eux ne recevront pas les repas équilibrés indispensables à leur santé. Certains systèmes scolaires ont mis en place des repas à emporter ; d'autres préconisent des transferts d'argent ou des systèmes de bons qui permettraient aux familles d'acheter la nourriture normalement fournie par les écoles.

Dans tous les pays, les familles les plus pauvres dont les adultes sont au chômage ou occupent un emploi instable peuvent voir leurs revenus diminuer davantage. Cela augmente le risque que les enfants soient obligés de travailler pour contribuer au budget du ménage et les empêche de poursuivre leur apprentissage pendant la crise. Suite à l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone, les garçons ont déclaré être employés dans l'exploitation minière et le petit commerce, tandis que les filles ont déclaré être impliquées dans la collecte de bois de chauffage pour la vente.¹⁰

Certains pays se penchent déjà sur la question de l'équité dans l'accès à l'apprentissage basé sur les TIC dans le cadre de la crise COVID-19. La Chine offre aux étudiants des forfaits et des aides pour utiliser leurs portables. En France, des efforts sont faits pour prêter des appareils aux 5 % d'apprenants qui n'ont pas accès à Internet ou à un ordinateur.⁹

Une politique et des ressources spécifiques seront nécessaires dans tous les contextes pour soutenir les enfants les plus vulnérables et marginalisés. Dans les pays à faibles ressources, fragiles ou touchés par des conflits, il convient de donner la priorité à un investissement plus souple des donateurs en faveur des enfants les plus marginalisés.



Des radios fonctionnant à l'énergie solaire peuvent être distribuées aux ménages. © SavetheChildren

RECOMMANDATIONS :

- Les fermetures d'écoles ne devraient pas exacerber davantage les inégalités éducatives fondées sur le sexe, la pauvreté, le handicap, l'ethnicité, la religion, la situation géographique, etc. Les politiques et interventions liées au COVID-19 doivent être équitables et répondre aux différents besoins et risques rencontrés par ces enfants et jeunes vulnérables.
- Des mesures et des financements supplémentaires devraient être mis en place pour aider les enfants et les jeunes les plus marginalisés à accéder à des formes alternatives d'éducation. Cela peut inclure des transferts d'argent, la fourniture de nourriture supplémentaire, l'accès à des soins de santé gratuits.
- Les gouvernements, les donateurs et les partenaires doivent donner la priorité à l'accès à l'enseignement à distance inclusif pour ces groupes, en ciblant les investissements et en adaptant les programmes et/ou les modes de prestation pour répondre à leurs besoins.
- Tous les acteurs soutenant des moyens alternatifs d'éducation pendant la crise COVID-19 devraient inclure des considérations de protection de l'enfance dans le développement et le déploiement de ces outils d'apprentissage, avec une attention particulière aux enfants et aux jeunes les plus vulnérables. Ceux-ci doivent répondre aux Normes minimales de protection de l'enfance.



Enfants réfugiés syriens étudiant chez eux en Jordanie. © UNICEF/UNI304422/Matas

ENFANTS ET JEUNES AFFECTÉS PAR LES CRISES HUMANITAIRES

Plus de 75 millions d'enfants dans les pays en crise et en conflit dans le monde ont déjà besoin d'un soutien urgent pour accéder à une éducation de qualité. Des millions de personnes déplacées de force vivent dans des sites de réfugiés et de déplacements internes surpeuplés et dépourvus de ressources, avec des installations sanitaires et d'hygiène médiocres et un accès limité aux possibilités d'apprentissage.

Des épidémies de COVID-19 dans des contextes humanitaires, notamment en Afghanistan, au Bangladesh, au Kenya, en Syrie et en Ouganda, pourraient être catastrophiques et nécessiter une attention particulière. Il est important que les gouvernements, soutenus par les donateurs si nécessaire, permettent une répartition égale des services de santé et d'éducation pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays et veillent à ce que la réponse éducative réponde aux besoins de ces enfants grâce à un enseignement à distance accessible dans la langue d'enseignement appropriée.

Une éducation de qualité joue un rôle essentiel pour atténuer les effets néfastes des conflits, réduire le risque de violations telles que la violence sexuelle et le recrutement dans les forces armées ou les groupes armés. Trouver des moyens alternatifs pour protéger et soutenir les enfants et les jeunes les plus vulnérables est une priorité urgente.

La fermeture d'écoles à la suite de COVID-19 signifie que les écoles vacantes risquent d'être utilisées par toute une série d'acteurs non éducatifs. Cela peut inclure l'utilisation et/ou l'occupation d'écoles par des groupes armés non étatiques et l'armée, ce qui augmente le risque d'attaque armée. C'est un danger particulier car les militaires sont mobilisés dans la réponse médicale, par exemple pour construire des hôpitaux de campagne. COVID-19 peut également conduire à une intensification des conflits, avec le risque d'exacerber les situations humanitaires existantes et d'augmenter les incidents.

Les infrastructures peuvent empêcher la réouverture des écoles en toute sécurité et augmenter la durée pendant laquelle les enfants ne sont pas scolarisés.

RECOMMANDATIONS :

- Les gouvernements et les donateurs devraient cibler les investissements et les stratégies de réponse pour soutenir la protection, le bien-être et l'accès à l'apprentissage des enfants et des jeunes touchés par les conflits et les crises humanitaires existantes.
- Les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays devraient être inclus dans toutes les réponses du gouvernement afin d'assurer la continuité de l'éducation pendant la réponse COVID-19. Cela devrait tenir compte du fait que les communautés de réfugiés et d'accueil peuvent avoir un accès limité à la technologie, et que la connectivité peut être d'un coût prohibitif. Certains de ces problèmes peuvent être résolus en utilisant les ressources du [HCR Connected Education](#).
- Les gouvernements doivent continuer à approuver, mettre en œuvre, contrôler et rendre compte de la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#).
- Les écoles ne doivent pas être utilisées comme des installations médicales ou des refuges afin d'assurer le retour rapide des enfants lorsque cela est possible en toute sécurité.
- La surveillance et la notification des attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles devraient être renforcées au niveau national afin de permettre une prévention et une réponse efficaces pendant et après l'épidémie de COVID-19.

L'IMPACT SUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES

Les fermetures d'écoles peuvent avoir un impact négatif disproportionné sur les filles, en particulier les plus marginalisées et les plus démunies.

L'analyse indique que les filles sont presque deux fois et demie plus susceptibles de ne pas être scolarisées si elles vivent dans des pays touchés par des conflits.¹² L'écart entre le nombre de filles et de garçons non scolarisés risque d'augmenter en raison de la COVID-19, car les filles ont moins de chances de retourner à l'école après une fermeture prolongée des écoles.

Sans accès à des écoles et à des espaces d'apprentissage sûrs, les filles sont souvent chargées de responsabilités de soins et courent un risque accru de mariage d'enfants et de mariage forcé, de grossesse précoce, de violence domestique et sexuelle. Ces conséquences à long terme peuvent être exacerbées par la discrimination sexuelle existante et les normes sociales néfastes. Pendant l'épidémie d'Ébola en Sierra Leone, les cas de grossesse chez les adolescentes ont plus que doublé pour atteindre 14 000.¹³ La peur des agressions sexuelles était courante, et les enfants ont raconté des histoires de filles attaquées et violées, même dans les foyers mis en quarantaine par Ebola. La violence sexiste peut également augmenter pendant les périodes de confinement des communautés, comme cela a été récemment signalé en Chine.¹⁴

RECOMMANDATIONS :

- Des mesures spécifiques doivent être prises pour garantir la poursuite de l'éducation des filles et des jeunes femmes même lorsque les écoles sont fermées. Il est important de reconnaître que les filles et les garçons n'ont pas un accès égal à la technologie.
- Les gouvernements devraient investir dans les écoles et les enseignants afin de garantir que les activités et le matériel d'enseignement à distance tiennent compte des différences entre les sexes.
- Veiller à ce que tous les acteurs impliqués dans la prestation de l'enseignement à distance, y compris les enseignants et les parents, disposent des connaissances, des compétences et du soutien nécessaires pour atténuer les risques de violence sexiste et prévenir l'exploitation et les abus sexuels. Inclure l'accès à des informations faciles à comprendre sur les procédures fiables d'orientation. Des conseils devraient être donnés sur l'utilisation des plateformes en ligne, des appareils mobiles et d'autres mesures visant à atténuer tout risque accru.

ENFANTS ET JEUNES HANDICAPÉS

Les enfants handicapés sont souvent confrontés à de multiples défis pour accéder à une éducation inclusive, ce qui est exacerbé en temps de crise. Les activités et outils d'apprentissage à distance, incluent les cours à la radio, à la télévision et en ligne, doivent être adaptés (ou des dispositions alternatives doivent être prises) et accessibles aux enfants et aux jeunes handicapés, y compris pour les enfants et les jeunes malvoyants ou malentendants.

Les enfants handicapés peuvent être plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé chroniques connexes qui peuvent les exposer à un risque accru d'infection et peuvent signifier qu'ils sont plus susceptibles de manquer des occasions d'apprendre à la maison lorsque les écoles sont fermées. Les fermetures d'écoles entraînent également des perturbations dans les routines quotidiennes, ce qui peut être particulièrement difficile pour les enfants qui peuvent avoir besoin de routines fiables et causer du stress aux familles ayant des enfants handicapés qui ont besoin d'un soutien supplémentaire.

La fermeture des pensionnats et des centres de jour peut exposer les enfants handicapés à des risques d'abus et mettre davantage de pression sur les soignants à domicile qui peuvent être absents ou malades. Des dispositions doivent être prises pour renforcer la prise en charge à domicile. Certains pays maintiennent des écoles ouvertes pour accueillir les enfants qui ne peuvent pas être pris en charge à la maison, comme la France, le Japon et la République de Corée.

La prestation d'une éducation inclusive, ainsi que d'autres services essentiels, doivent éclairer la planification et la mise en œuvre de l'enseignement à distance pour que les enfants et les jeunes handicapés ne soient pas oubliés. Leur droit à l'éducation doit être respecté, y compris en temps de crise.

RECOMMANDATIONS :

- Les activités et les outils d'apprentissage à distance, y compris les leçons à la radio, à la télévision et en ligne, devraient être accessibles aux enfants et aux jeunes handicapés, avec des programmes et des modes de prestation adaptés pour être inclusifs, y compris les enfants et les jeunes ayant une déficience visuelle ou auditive.
- Des dispositions doivent être prises pour renforcer les soins à domicile en cas de fermeture des pensionnats et des centres de jour qui peuvent exposer les enfants handicapés à des risques d'abus

L'IMPACT DE LA FERMETURE DES ÉCOLES SUR LES ENSEIGNANTS, LE PERSONNEL SCOLAIRE ET LES PARENTS

Les enseignants ne sont pas à l'abri de l'impact de COVID-19 - ou de toute autre urgence. Alors que le monde attend des enseignants qu'ils adoptent de nouvelles méthodes de travail pour soutenir l'enseignement à distance, il est essentiel que le bien-être des enseignants, ainsi que leur sécurité économique, fassent partie de chaque intervention. Lorsque les enseignants sont séparés de leurs élèves et de leurs écoles, ils risquent également de s'isoler de leurs collègues. Maintenir les enseignants en contact pendant cette crise et les aider à dispenser un enseignement à distance pourrait avoir des effets bénéfiques importants à long terme sur le bien-être et la motivation professionnelle des enseignants.

Les enseignants dont les propres enfants sont touchés par les fermetures d'écoles ou la maladie auront également besoin d'un soutien supplémentaire à ce moment-là. Une aide supplémentaire sera nécessaire pour les enseignantes, qui sont plus susceptibles d'assumer des responsabilités de garde et de soins.

Avant COVID-19, il y avait déjà une pénurie mondiale d'enseignants- le monde a besoin de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs des SDG 2030 en matière d'éducation.¹⁵ La crise actuelle de COVID-19 pourrait encore aggraver cette pénurie car les enseignants tombent malades et pourraient être contraints de quitter la profession si leur salaire n'est pas garanti. En collaboration avec les partenaires, les ministères de l'éducation et des finances doivent veiller à ce que les salaires des enseignants soient maintenus pendant cette période afin d'assurer la poursuite de l'enseignement et de garantir que les écoles disposent du personnel nécessaire pour rouvrir à la fin de la pandémie.

Lorsque les gouvernements et d'autres acteurs prennent des mesures pour soutenir la poursuite de l'apprentissage, ils doivent inclure les enseignants à chaque étape de la conception des politiques, des programmes et de la recherche, en reconnaissant que les enseignants apportent des connaissances et une expertise inestimable au système éducatif et qu'ils devraient être impliqués dans les décisions qui les concernent, personnellement et professionnellement.

De même, lorsque les centres de développement de la petite enfance et les écoles ferment, on demande souvent aux parents de faciliter l'apprentissage des enfants à la maison et ils peuvent avoir du mal à s'acquitter de cette tâche, en raison d'autres priorités, notamment les engagements professionnels ou une éducation et des ressources limitées, ce qui crée de plus grandes inégalités dans les possibilités d'apprentissage des enfants.

RECOMMANDATIONS :

- Les ministères de l'éducation et des finances devraient assurer le paiement continu des salaires et des primes pour les enseignants et le personnel scolaire pendant et après les fermetures d'écoles, afin de conserver les enseignants actuels. Ils doivent veiller à ce que des politiques de congé de maladie et de congé parental soient introduites ou mises en œuvre.
- Les ministères de l'éducation et les organisations de la société civile devraient travailler avec les communautés scolaires pour s'assurer que des messages actualisés sur COVID-19 sont transmis aux enseignants, aux parents et aux enfants d'une manière qui soit facile à comprendre, qui limite la panique et la détresse, qui encourage l'adhésion aux messages de santé et qui rassure sur le fait que l'éducation peut se poursuivre grâce aux options d'enseignement à distance.
- Les gouvernements, les partenaires et les donateurs devraient veiller à ce que les enseignants soient informés des services de soutien pour eux-mêmes et pour les élèves, du soutien psychosocial et des systèmes d'orientation existants vers les services de protection et de santé.
- Les ministères de l'éducation, les donateurs et les partenaires devraient soutenir les programmes de formation initiale et continue des enseignants afin de s'assurer que ceux-ci sont qualifiés et équipés pour enseigner et soutenir leurs élèves lors de la réouverture des écoles.

Les gouvernements et les partenaires devraient investir dans les compétences des enseignants, notamment numériques, pour faciliter un apprentissage en ligne efficace, dans la mesure du possible.



Harriet* lit son cahier d'école chez elle, dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi, dans le nord de l'Ouganda. © Louis Leeson / Save the Children

FINANCER L'ÉDUCATION EN RÉPONSE AU COVID-19

Alors que les écoles ferment, la nécessité d'assurer un financement plus important pour maintenir la continuité de l'éducation pendant cette crise est encore plus critique. Cela nécessite un investissement accru dans les systèmes éducatifs et de nouveaux investissements pour soutenir des formes alternatives d'enseignement à distance, un investissement dans la formation des enseignants et une technologie innovante et accessible.

Il est essentiel que les gouvernements maintiennent et augmentent les dépenses nationales en matière d'éducation. Education Cannot Wait a réagi rapidement en débloquant des fonds par l'intermédiaire de son guichet de première intervention d'urgence (FER), tout comme le Partenariat mondial pour l'éducation et d'autres organisations, en prenant des mesures rapides pour répondre à des besoins croissants sans précédent.

Les gouvernements donateurs doivent continuer à allouer un financement flexible à l'éducation par le biais de l'aide bilatérale et multilatérale, en reconnaissant que cette crise sera imprévisible.

Le Comité permanent inter-organisations des Nations unies a lancé un nouveau plan de réponse humanitaire¹⁶ valant un total de 2 milliards de dollars pour lutter contre COVID-19 dans 51 pays d'Amérique du Sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, identifiés comme ayant le plus besoin de soutien, d'avril à décembre 2020. Il comprend des allocations pour les interventions en éducation. Ce déficit de financement doit être comblé d'urgence par la communauté internationale et une part importante des fonds d'appel doit être consacrée à l'éducation.

RECOMMANDATIONS :

- Les gouvernements doivent s'engager à maintenir et à augmenter leurs allocations budgétaires nationales pour l'éducation, afin de garantir que les systèmes éducatifs soient plus forts et plus résistants après cette crise.
- Les donateurs bilatéraux et multilatéraux, dont Education Cannot Wait, le Partenariat mondial pour l'éducation et la Banque mondiale, devraient continuer à s'engager à renforcer la réponse de COVID-19 en matière d'éducation, notamment en s'alignant sur les lacunes identifiées dans le Plan de réponse humanitaire COVID-19. Les donateurs bilatéraux devraient compléter le soutien existant à ces fonds multilatéraux et veiller à ce que les processus de demande et d'approbation soient alignés afin de réduire la charge pesant sur les équipes nationales débordées.
- Les donateurs devraient réduire, ou faire preuve de souplesse en ce qui concerne le respect des règles et les risques encourus par les organismes de mise en œuvre afin de garantir une réaction rapide pendant cette crise imprévisible.
- Les donateurs doivent respecter leurs engagements en matière de localisation, en veillant à ce que les organisations locales et nationales soient financées pour répondre à la crise - en reconnaissant leur expertise locale et leur capacité à atteindre les populations marginalisées, en particulier compte tenu des restrictions de voyage au niveau mondial.
- Les gouvernements et les partenaires veillent à ce que l'éducation soit incluse dans les processus de planification et de budgétisation de la réponse stratégique nationale et à ce que l'éducation devienne un secteur ou un pilier clé des interventions au niveau national.



Des filles se lavent les mains à l'école dans les îles Salomon © Plan International

PLANIFICATION POUR UNE RÉOUVERTURE DES ÉCOLES EN TOUTE SÉCURITÉ

La planification de la réouverture des écoles en toute sécurité devrait commencer dès le début de la crise. Il convient d'accorder une attention particulière aux mesures de santé et d'hygiène et de veiller à ce que le système éducatif soit préparé à traiter les éventuels problèmes de protection lors de la réouverture des écoles. Des classes de rattrapage supplémentaires ou des programmes d'éducation accélérée (AEP) peuvent être nécessaires après le retour des enfants à l'école, pour s'assurer qu'ils peuvent atteindre leur potentiel éducatif. Un outil utile pour déterminer quel programme est approprié est le Schéma décisionnel développé par le groupe de travail inter-agences sur l'Éducation accélérée.¹⁷

Il existe une opportunité de mettre à profit les innovations utilisées pendant cette crise pour améliorer les systèmes éducatifs dans le monde entier. Peu de pays disposent de plans d'éducation sensibles aux crises. L'urgence COVID-19 est l'occasion de « reconstruire en mieux » et de remédier aux faiblesses passées des systèmes éducatifs, notamment l'accès à un assainissement sûr pour tous les apprenants. Le renforcement des systèmes EAH pourrait contribuer à prévenir la propagation des maladies infectieuses.

RECOMMANDATIONS :

- Toutes les autorités éducatives devraient continuer à adhérer au Guide pour la prévention et le contrôle des COVID-19 dans les écoles, publié par l'UNICEF, l'OMS et la FICR et approuvé par le Comité permanent inter-organisations et revoir la note technique : Protection des enfants pendant la pandémie de coronavirus pour évaluer les risques qui touchent les enfants dans leur propre contexte. Elles devraient plaider auprès d'autres autorités compétentes pour que les enfants soient aussi protégés que possible contre ces risques, que ce soit à l'école, à la maison ou dans la communauté.
- Les décisions du gouvernement concernant les ouvertures d'écoles doivent être guidées par les ministères de la santé et les partenaires de la santé, sur la base d'informations de santé publique fiables qui prennent en considération l'ensemble des interventions en place, comme l'éloignement social et la quarantaine à domicile, ainsi que la préparation de l'école à la réouverture.
- Les autorités locales en matière d'éducation, de protection et de santé devraient aider les communautés à assurer la sécurité et l'entretien des écoles, en veillant à ce qu'elles disposent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les protocoles de santé et de sécurité.
- Avant la réouverture, les écoles doivent avoir mis en place des politiques et des protocoles de prévention et de contrôle des infections afin de maintenir un environnement sûr et de prévenir de futures épidémies.
- Les donateurs et les gouvernements devraient investir massivement dans des installations EAH dans les écoles qui ne disposent pas encore d'un équipement adéquat afin de contribuer à prévenir de nouvelles épidémies de COVID-19.
- Les organisations de la société civile devraient travailler avec les ministères de l'éducation à tous les niveaux pour lutter contre la discrimination, la stigmatisation et l'exclusion sociale dans les écoles et soutenir les efforts de mobilisation de la communauté pour rassurer les enseignants, les apprenants et les parents lorsqu'il est sûr de retourner à l'école.

IL EST POSSIBLE DE GARDER LES ENFANTS EN SÉCURITÉ TOUT EN GARANTISSANT LEUR APPRENTISSAGE

Alors que les gouvernements, avec le soutien des donateurs et d'autres partenaires, adaptent la politique, la planification et la mise en œuvre d'un nouvel enseignement à distance d'urgence pour les plus de 1,5 milliard d'enfants et de jeunes non scolarisés en raison de COVID-19 - et d'autres urgences - il est impératif de renforcer les mécanismes de coordination multi-sectorielle. **Les ministères de l'éducation, les donateurs et les partenaires doivent soutenir une réponse coordonnée en matière d'éducation en renforçant les groupes de coordination sectorielle existants et/ou les Clusters éducation ou la coordination du HCR dans les contextes de réfugiés et en allouant des ressources pour renforcer la gestion de l'information et les évaluations conjointes.** Les ministères concernés, notamment ceux de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'égalité des sexes, des affaires sociales, de l'enfance et de la jeunesse, devraient mettre en place des mécanismes de coordination multisectoriels fonctionnels pour la réponse à COVID-19 aux niveaux national, local et dans les écoles afin de garantir une réponse holistique pour les enfants non scolarisés, en assurant un accès continu aux

services habituellement fournis par les écoles. Il sera essentiel de comprendre les besoins, les priorités, les expériences et les capacités des différents groupes d'enfants afin de garantir la qualité et la responsabilité d'une réponse coordonnée à cette crise, à l'échelle nationale et internationale. Les parties prenantes mondiales et nationales devraient documenter et amplifier les expériences des filles et des garçons touchés par les fermetures d'écoles et l'enseignement à distance (y compris le déploiement de mécanismes de plainte et de retour d'information adaptés aux enfants) à la suite de COVID-19 auprès des parties prenantes de l'éducation.

L'éducation est un droit humain fondamental qui permet aux enfants de réaliser pleinement leur potentiel. Ce droit n'est pas suspendu en période de crise. Face aux fermetures d'écoles sans précédent dues à la pandémie COVID-19, il n'a jamais été aussi nécessaire de veiller à ce que chaque enfant puisse continuer à accéder à l'éducation et à l'apprentissage. **Toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble pour assurer la sécurité, le soutien et l'apprentissage des enfants et des jeunes, pendant et après la pandémie. Nous devons veiller à ce que les enfants les plus vulnérables - notamment ceux qui vivent dans la pauvreté, les handicapés, les filles et les enfants et les jeunes touchés par les crises - ne soient pas laissés encore plus loin derrière.**

RÉFÉRENCES

- 1 Voir le site de l'UNESCO pour connaître les derniers chiffres <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>
 - 2 Le terme « partenaires » est utilisé pour désigner les agences des Nations unies, la société civile, les réseaux, les syndicats d'enseignants, les fondations philanthropiques, le secteur privé, les universitaires et autres aux niveaux local, national, régional et mondial.
 - 3 Il fournit également des liens vers quelques exemples d'actions mondiales menées notamment par l'UNESCO, l'UNICEF, Education Cannot Wait, le Partenariat mondial pour l'éducation.
 - 4 https://www.unicef.org/media/65716/file/Key%20Messages%20and%20Actions%20for%20COVID-19%20Prevention%20and%20Control%20in%20Schools_March%202020.pdf
 - 5 <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/03/24/how-are-countries-addressing-the-covid-19-challenges-in-education-a-snapshot-of-policy-measures/>
 - 6 Apprentissage socio-émotionnel (Social and Emotionnal Learning ou SEL en anglais), apprentissage basé sur le jeu et soutien à l'engagement parental
 - 7 <https://inee.org/fr/les-normes>
 - 8 <https://nurturing-care.org/>
 - 9 <https://inee.org/fr/resources/le-soutien-psychosocial-et-lapprentissage-social-et-emotionnel-dans-les-contextes>
 - 10 https://resourcecentre.savethechildren.net/node/9175/pdf/childrens_ebola_recovery_assessment_sierra_leone.pdf
 - 11 <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/03/24/how-are-countries-addressing-the-covid-19-challenges-in-education-a-snapshot-of-policy-measures/>
 - 12 Education for All Global Monitoring Report, Policy Paper 21, June 2015. Humanitarian Aid for Education: Why It Matters and Why More is Needed
 - 13 <https://www.latimes.com/opinion/story/2020-03-13/op-ed-laUSD-just-closed-schools-ebola-taught-us-why-that-may-be-extreme>
 - 14 <http://www.sixthtone.com/news/1005253/domestic-violence-cases-surge-during-covid-19-epidemic>
 - 15 http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/close_to_69_million_new_teachers_needed_to_reach_2030_educat/
 - 16 <https://reliefweb.int/report/world/global-humanitarian-response-plan-covid-19-april-december-2020>
 - 17 <https://inee.org/collections/accelerated-education>
-